

PARTENARIAT ALGÉRO-FRANÇAIS

# Des clusters du Grand Lyon à Sétif

***Dans le cadre de la coopération entre la Communauté urbaine du Grand Lyon et la wilaya de Sétif, la chambre de commerce et d'industrie El-Hidhab de Sétif organise, depuis hier et jusqu'à mercredi, un séminaire international sur la constitution de clusters et des pôles de compétitivité. Ce séminaire, organisé en partenariat avec Entreprises Rhône-Alpes International (ERAi), est animé par des experts en pôles et clusters du Grand Lyon.***

Le mot cluster désigne un lieu (géographique) présentant une concentration au-dessus de la moyenne de sociétés industrielles et d'organismes de recherche et d'enseignement supérieur, opérant dans un domaine particulier à un niveau de classe internationale ou visant à le devenir rapidement. Chaque domaine étant renforcé par la présence d'un capital risque et l'appui de l'Etat et des collectivités territoriales. L'ensemble de ces acteurs partageant une vision commune de sa dynamique de croissance et de sa stratégie d'innovation (communauté d'intérêt).

Selon M. Nadir Zaâboub, directeur de la chambre de commerce et d'industrie El Hidhab,

«le choix du thème, Comment développer un pôle de compétitivité en Algérie, entre la région Rhône-Alpes (Grand Lyon) et la région de Sétif, n'est nullement fortuit, il obéit à la recherche d'une meilleure compréhension des clusters, leur établissement, leur lien avec la formation et la recherche, la place des entreprises, la stratégie de leur développement et le rôle des collectivités locales et des acteurs locaux dans le développement des clusters et la mise en place d'un pôle de compétitivité.

Le choix de la wilaya de Sétif n'est pas non plus fortuit tant cette wilaya, qui constitue un pôle économique et commercial national de premier ordre, dispose

d'atouts et d'opportunités en mesure de lui permettre de constituer des clusters dans les secteurs d'activité dominants et un pôle de compétitivité que devrait accueillir la future mégazone de Sétif.

Et enfin, le choix des clusters rhônalpins n'est, lui aussi, pas fortuit du tout, sachant que ces derniers sont une référence et un exemple de réussite en France et en Europe. A cet effet, la wilaya de Sétif, qui projette, dans le cadre de la stratégie industrielle, la constitution d'un pôle de compétitivité, peut ainsi s'appuyer sur l'expertise, le savoir-faire et l'expérience des partenaires du Grand Lyon», a-t-il affirmé. Les travaux de ce séminaire, qui regroupe le vice-président du Grand Lyon, délégué à la coopération décentralisée, les représentants de 15 groupes économiques français et les opérateurs algériens, durent trois jours et sont répartis en quatre ateliers techniques qui traiteront de trois secteurs d'activité propres au

pôle d'activité de la région de Sétif (l'agro-alimentaire, l'industrie du plastique et les matériaux de construction).

Toujours selon le directeur de la chambre de commerce, M. Zaâboub, «l'action de partenariat et de coopération avec les groupes industriels de la région Rhône-Alpes (Lyon), considérés parmi les leaders de l'industrie européenne, entre dans le cadre du programme de l'Etat de "mise à niveau" de nos entreprises appelées à s'organiser pour être plus compétitives tant au niveau national que mondial. Grâce à ce programme de partenariat avec les Français, les entreprises locales, tout en bénéficiant de l'expérience étrangère, s'impliquent dans la politique de regroupement avec leurs homologues de l'autre rive de la Méditerranée et pourront ainsi défendre leurs intérêts en commun face à la concurrence mondiale», dira-t-il. Avec la récente décision de l'installation du Conseil national de l'investissement à Sétif, cette

région sera désormais pourvue d'un pôle de compétitivité sur un espace géographique de 700 ha, ce qui pourrait bien favoriser l'investissement français à Sétif, a-t-on appris. Il s'agit là de la volonté politique d'intégrer l'entreprise algérienne dans l'économie mondiale, ce qui favorise le retour de la coopération et du partenariat algéro-français sur le sol algérien.

Imed Sellami

## GUELMA L'immeuble Ali Chouchanna fait peau neuve

Une opération de rénovation de très grande envergure est entamée depuis quelques mois pour la sauvegarde de l'immeuble emblématique de Guelma, appelé communément par les citadins Ali-Chouchanna.

Ce patrimoine du XIXe siècle, hautement symbolique de la région, a gardé la trace d'une superbe architecture coloniale. Il s'élance en plein cœur de la ville sur trois étages reliés par des escaliers en bois, surélevé d'arcades en pierres de taille, délimitant un espace parfaitement ombragé et qui sert d'abri aux passants par temps de vent et de pluie.

Les Guelmis se rappellent avec nostalgie la galerie commerçante au rez-de chaussée de «Ali-Chouchanna», notamment le Café de la paix, l'un des plus célèbres de la ville, et qui était le fief des *ouled lebled*, réputé pour son immense terrasse. Ce bâtiment historique a constitué depuis l'indépendance le berceau des familles souches de Guelma.

Le risque imminent d'effondrement de cette bâtisse a contraint de nombreux habitants à quitter leurs habitations. Le propriétaire a engagé des travaux de rénovation et consolidation portant sur une grande partie de la structure, tout en conservant le style architectural d'origine.

Pour les autochtones, il s'agit là d'une salubre opération de réhabilitation qui permettra sans doute de sauvegarder cet immeuble qui reste un des repères historiques de la ville du 8 Mai 1945.

Noureddine Guergour

## SÉCURITÉ DES PLAGES À TIPASA

# La police s'implique

***Ce sont les quatre principales plages de la wilaya de Tipasa, qui sont concernées par cette opération de sécurisation des estivants et des baigneurs, pour cette saison estivale.***

Il s'agit de la plage de Tizirine (Cherchell), de la plage Centrale de Sidi Ghilès, la plage de Si El-Houès de Douaouda et la plage centrale de Damous. Il convient de préciser que ces plages se situent dans des périmètres urbains des grandes villes, et de ce fait sont placées sous la responsabilité sécuritaire de la police et des municipalités côtières limitrophes.

Démarrée à partir du mois de juin, cette opération bénéficie de tous les moyens et équipements nécessaires à sa réussite. De source

policrière, on nous précise que l'ensemble de ces plages est doté d'un poste de police, de motos spécialement adaptées et d'un effectif global de plus de 200 policiers affectés à ces plages durant tout l'été.

Il est prévu aussi de renforcer ces effectifs dans les prochains jours par des policiers provenant des wilayas limitrophes. Selon la cellule de communication de la police de Tipasa, cette opération a pour objectif de sécuriser les plages et faciliter le mouvement des estivants d'un point à un autre, vers les villes et villages avoisinants, au profit des familles, des touristes ou des couples, qui auront ainsi le loisir d'apprécier la côte de Tipasa, en toute quiétude. Toujours selon des sources policières, ce renforcement des effectifs permettra à la poli-

ce d'intensifier l'organisation de rondes diurnes et nocturnes, d'installer des patrouilles et des points d'observation à proximité des plages et des lieux de loisirs de jour comme de nuit. Les policiers affectés pour cette mission entendent procéder au développement de la signalisation des sites en fonction de la nature de l'agglomération, des types de routes (communales, de wilaya ou nationales) et faciliter le transport des vacanciers.

Une autre mission aussi importante et que se fixe la police celle d'œuvrer à instaurer des parkings aménagés à proximité des plages et des grandes villes en vue d'éliminer les arrêts hasardeux, anarchiques et dangereux des deux côtés de la route et des rues.

Larbi Houari

## TAGHZOUT (BOUIRA)

# Les bénéficiaires des locaux professionnels crient leur désarroi

***Ne sachant plus à quel saint se vouer, ballottés entre les responsables de la Sonelgaz et ceux de la DUC, plus de 60 bénéficiaires de locaux professionnels de la commune de Taghzout, à 10 km au nord-est de Bouira, crient leur désarroi et interpellent une dernière fois le wali afin qu'il intervienne pour mettre fin à leur calvaire.***

Selon les représentants de ces bénéficiaires, les décisions d'octroi leur ont été remises en 2009 mais, à ce jour, aucune activité n'a été lancée. Des locaux destinés, selon le programme du président de la République aux jeunes détenteurs de diplômes et de métiers n'ayant pas les moyens de louer un local.

Malheureusement, en dépit de ces décisions, la Sonelgaz continue à faire la sourde oreille aux multiples correspondances que l'APC a adressées pour l'installation des compteurs. Selon

Djaâfer Abdedou du comité citoyen de Taghzout, également concerné par le problème, il a fallu 2 ans pour que la Sonelgaz daigne installer le poste transformateur, soit en avril 2011.

Cependant, après ces deux années d'attente, le problème des bénéficiaires n'est pas encore réglé puisque la Sonelgaz a refusé d'installer les compteurs arguant d'une réserve émise par ses techniciens dans la cage d'escalier abritant ces compteurs. Plusieurs tentatives ont été faites par ces bénéficiaires pour trouver une solution mais, à

chaque fois, les responsables de la Sonelgaz les renvoient au maître d'ouvrage qu'est la DUC pour lever les réserves.

De leur côté, les responsables de la DUC ne veulent rien savoir sur cette histoire de réserves. Résultat : les bénéficiaires attendent depuis deux ans sans qu'une solution soit trouvée à leur problème.

Pendant ce temps, certains se sont débrouillés en recourant au branchement illicite pour faire fonctionner leurs commerces, d'autres ont carrément baissé les bras en renonçant à leur activité et d'autres encore, ceux qui ne cèdent pas à la fatalité, tentent de trouver une solution mais butent sur une bureaucratie indécidable.

Aussi, désespérés par tant de mépris de la part des respon-

sables de la Sonelgaz et de la DUC, ces bénéficiaires s'en remettent au wali afin de trouver une solution urgente à leur situation qui n'a que trop duré.

Y. Y.

## CITÉ 75 À AZZABA, SKIKDA Un homme a été découvert mort dans sa maison

Chiboub Kamel, âgé de 40 ans, a été retrouvé mort dans son F2 à la cité 75, dans la localité de Diar Ezzitoune, sur la route de Djendel-Mohammed Saâdi, à la commune de Azzaba.

Mariée et père d'un enfant de 3 ans, la victime a été découverte par les éléments de la Protection civile, qui se sont introduits dans l'appartement à 9 heures, après l'alerte donnée par les voisins qui ont senti une mauvaise odeur s'y dégager. Selon les premiers éléments de l'enquête, la mort remonte à deux jours, période durant laquelle l'homme était seul dans sa maison.

Zaid Zoheir